

**RAPPORTS DU
COMMISSAIRE AUX
COMPTES**

***FEDERATION
DEPARTEMENTALE DES
CHASSEURS DE LOIR ET
CHER***

30/06/2025

..*.*.*
.*.*.*.*

S O M M A I R E

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

RAPPORT SPECIAL

FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE LOIR ET CHER

Siège social : 36, rue des Laudières
41353 VINEUIL

SIRET : 775 358 849 00021 / APE : 8412 Z

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 30/06/2025

Aux Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE LOIR ET CHER relatifs à l'exercice clos le 30/06/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE LOIR ET CHER à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/07/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Faits caractéristiques » de l'annexe des comptes annuels

concernant la décision du Conseil d'Administration en date du 26 novembre 2025 sur le financement des participations financières des territoires à hauteur de 900 000 € sur les trois prochaines saisons.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues par l'arrêté des comptes, nous avons été conduits à examiner le processus d'estimation et nous avons vérifié les calculs permettant la détermination du montant de la provision pour dégâts de gibiers inscrite au passif du bilan à la clôture de l'exercice.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme

significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BLOIS, le 10 Avril 2026

Le Commissaire aux comptes

ORCOM AUDIT,

Vincent COCUELLE

Associé

Bilan Actif

	Du 01/07/2024 au 30/06/2025		Au 30/06/2024	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles	102 975	91 249	11 726	10 300
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 327 980	470 748	857 232	875 286
Constructions	2 306 601	1 683 147	623 454	635 344
Installations techniques, matériel et outillages industriels	257 751	196 669	61 082	33 552
Autres immobilisations corporelles	635 741	466 833	168 908	179 511
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	1 900		1 900	1 900
Prêts				
Autres immobilisations financières	2 101		2 101	2 601
TOTAL I	4 635 049	2 908 646	1 726 402	1 738 493
Comptes de liaison	II			
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours	13 248		13 248	21 253
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	137 585		137 585	210 534
Valeurs mobilières de placement	1 865 962		1 865 962	1 865 962
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	6 371 678		6 371 678	5 708 379
Charges constatées d'avance	63 244		63 244	103 648
TOTAL III	8 451 717		8 451 717	7 909 776
Frais d'émission des emprunts	IV			
Primes de remboursement des obligations	V			
Ecart de conversion actif	VI			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	13 086 766	2 908 646	10 178 119	9 648 269

Bilan Passif

	30/06/2025	30/06/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	6 432 112	6 126 822
Report à nouveau		-389 483
Excédent ou déficit de l'exercice	341 820	694 773
Situation nette	6 773 932	6 432 112
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	75 103	87 803
Provisions réglementées		
TOTAL I	6 849 035	6 519 915
Comptes de liaison		
FONDS REPORTES ET DEDIES	II	
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	498 880	706 224
TOTAL IV	498 880	706 224
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	293 758	265 370
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	380 365	342 327
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	202	2 614
Autres dettes	1 304 270	441 842
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	851 609	1 369 978
TOTAL V	2 830 205	2 422 130
Ecart de conversion passif		
TOTAL VI		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	10 178 119	9 648 269

Compte de résultat

	30/06/2025	30/06/2024
Produits d'exploitation		
Cotisations	2 101 664	2 328 822
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	47 068	47 973
- dont ventes de dons en nature	13	
Ventes de prestations de services	1 116 117	1 016 010
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	203 502	676 384
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	328 303	422 439
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	559 341	333 359
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	78 772	14
TOTAL I	4 434 767	4 825 001
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	982 288	970 909
Variation de stocks	8 005	-208
Autres achats et charges externes	755 239	756 658
Aides financières	252 257	353 489
Impôts, taxes et versements assimilés	116 000	112 324
Salaires et traitements	1 009 179	911 372
Charges sociales	502 178	451 243
Dotations aux amortissements et dépréciations	237 032	205 788
Dotations aux provisions	302 575	462 716
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	103 632	4 549
TOTAL II	4 268 385	4 228 840
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	166 382	596 161
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	178 978	84 417
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	178 978	84 417
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	178 978	84 417
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	345 360	680 577

Compte de résultat (Suite)

	30/06/2025	30/06/2024
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	3 488	12 004
Sur opérations en capital	80 700	34 200
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	84 188	46 205
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	39 093	12 238
Sur opérations en capital	6 341	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	45 434	12 238
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	38 754	33 967
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
	42 294	19 771
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	4 697 933	4 955 622
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	4 356 113	4 260 849
EXCEDENT OU DEFICIT	341 820	694 773
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	35 700	37 380
TOTAL	35 700	37 380
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	35 700	37 380
TOTAL	35 700	37 380

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 30/06/2025 dont le total du bilan avant répartition est de 10 178 119 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 341 820 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2024 au 30/06/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'Association :

La fédération départementale des chasseurs a pour objet de participer à la mise en valeur du patrimoine cynégétique départemental et à la protection et la gestion de la faune sauvage ainsi que ses habitats.

Elle assure la promotion et la défense de la chasse ainsi que les intérêts de ses adhérents. Elle apporte son concours à la prévention du braconnage.

Elle organise la formation des candidats aux épreuves théoriques et pratiques de l'examen pour la délivrance du permis de chasser. Elle apporte son concours à l'organisation de l'examen du permis de chasser. Elle conduit des actions d'information, de formation, d'éducation et d'appui technique à l'intention des gestionnaires des territoires, du public et des chasseurs et, le cas échéant, des gardes-chasse particuliers.

Elle exerce, pour la gestion des associations communales et intercommunales de chasse agréées, les missions qui lui sont confiées par la section 1 du chapitre II du titre II du livre IV du code de l'environnement et coordonne l'action de ces associations.

Elle assure la gestion des plans de chasse individuels conformément aux dispositions des articles L. 425-8 et L. 425-10 du code de l'environnement.

Elle assure la validation annuelle du permis de chasser et la délivrance des autorisations de chasse accompagnée. Elle conduit des actions de prévention des dégâts de gibier et assure l'indemnisation des dégâts de grand gibier dans les conditions prévues par les articles L. 426-1 et L. 426-5 du code de l'environnement.

Elle conduit également des actions pour surveiller les dangers sanitaires impliquant le gibier ainsi que des actions participant à la prévention de la diffusion de dangers sanitaires entre les espèces de gibier, les animaux domestiques et l'homme. Elle conduit des actions concourant directement à la protection et à la reconquête de la biodiversité ou apportent un soutien financier à leur réalisation. A cette fin, elle contribue financièrement au fonds mentionné à l'article L. 421-14 du code de l'environnement.

Elle élabore, en association avec les propriétaires, les gestionnaires et les usagers des territoires concernés, un schéma départemental de gestion cynégétique, conformément aux dispositions de l'article L.421-7 du code de l'environnement.

Lieu d'exploitation de l'activité de l'Association :

Le siège social de la Fédération est situé au 36 rue des Laudières - BP 68 - 41353 VINEUIL Cedex. Certaines missions sont réalisées sur le site de Montrieux en Sologne.

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 30/06/2025 dont le total du bilan avant répartition est de 10 178 119 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 341 820 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2024 au 30/06/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

En date du 16 octobre 2023, une convention pluriannuelle relative à l'attribution pour 2023, 2024 et 2025 d'une aide financière pour l'appui à la transition du système d'indemnisation des dégâts de gibier a été signée entre l'Etat et la Fédération Départementale des Chasseurs de Loir & Cher.

En déclinaison du protocole d'accord national sur les dégâts de gibiers signé entre l'Etat et la Fédération Nationale des Chasseurs le 1er mars 2023, une aide financière est attribuée chaque année de la convention au bénéficiaire pour engager une réforme structurelle du système d'indemnisation des dégâts de gibiers : l'objectif étant de réduire les surfaces agricoles détruites par le grand gibier.

Pour 2023, la contribution de l'Etat qui en résulte est établie à la somme de 559 272 euros. Les aides 2024 et 2025 seront définies en fonction de données transmises au 15 décembre de l'année considérée et réglées avant le 31 décembre de la même année.

La Fédération Nationale des Chasseurs a donné pour consigne aux Fédérations Départementales d'enregistrer l'aide 2023 en totalité sur l'exercice comptable 2023-24 afin de permettre une cohérence des ressources sur les différents exercices.

En date du 27 novembre 2024, les membres du Conseil d'Administration ont délibéré et validé à l'unanimité l'arrêté des comptes 2023/2024 incluant une dette de 370 000 € visant à financer une partie des participations financières des territoires (PFDT) 2025/2026, telle que débattue en séance.

En date du 26 novembre 2025, les membres du Conseil d'Administration ont délibéré et validé à l'unanimité l'arrêté des comptes 2024/2025 incluant une dette de 900 000 € visant à financer une partie des participations financières des territoires (PFDT) 2026/2027, 2027/2028 et 2028/2029, telle que débattue en séance.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|--------------|
| • Logiciels | 3 à 4 ans, |
| • Constructions | 20 à 40 ans, |
| • Agencements et aménagements | 3 à 40 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 à 8 ans, |
| • Installations générales | 8 à 10 ans, |
| • Matériel de transport et autres | 3 ans. |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Valorisation des dossiers dégâts de gibiers

L'enveloppe financière des dégâts de gibiers pour les dossiers non clôturés a fait l'objet d'une provision évaluée à 263 584.89 euros.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3.70 %.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 235 294 euros.

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 1 020 heures. La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 35 €/heure correspond à un montant de 35 700 euros.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	95 655		7 320
TOTAL	95 655		7 320
Terrains	1 326 900		1 080
Constructions :	2 276 938		56 990
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			46 013
- Techniques, matériel et outillage	212 231		
- Générales, agencements et aménagements divers	30 865		
Matériel :			108 120
- De transport	368 896		
- De bureau et informatique, mobilier	260 919		12 260
Emballages récupérables et divers	3 637		
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	4 480 387		224 463
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés	1 900		
Prêts et autres immobilisations financières	2 601		
TOTAL	4 501		
TOTAL GENERAL	4 580 543		231 783
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur brute des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			102 975
TOTAL			102 975
Terrains			1 327 980
Constructions :		27 328	2 306 601
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencements et aménagements const.			
Installations :		493	257 751
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencements et aménagements divers			30 865
- De transport		139 010	338 006
Matériel :		9 946	263 233
- De bureau et informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			3 637
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	176 777		4 528 073
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			1 900
Prêts et autres immobilisations financières		500	2 101
TOTAL	500		4 001
TOTAL GENERAL	177 277		4 635 049

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice		Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres postes d'immobilisations incorporelles		85 355	5 894		91 249
TOTAL		85 355	5 894		91 249
Terrains		451 614	19 134		470 748
Constructions : - Sur sol propre		726 423	12 708		739 131
- Sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions		915 171	56 172	27 238	944 016
Installations techniques, matériel et outillage industriel		178 680	18 482	493	196 669
Installations générales, agencements et aménagements divers		27 550	1 917		29 467
Matériel de transport		232 387	103 401	139 010	196 778
Matériel de bureau et informatique, mobilier		223 448	25 325	9 946	238 827
Emballages récupérables et divers		1 421	339		1 760
TOTAL		2 756 694	237 479	176 687	2 817 397
TOTAL GENERAL		2 842 050	243 373	176 687	2 908 646

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							
DOTATIONS NON VENTILEES		REPRISES NON VENTILEES		TOTAL GENERAL NON VENTILE			

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices		Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	2 101		2 101
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	137 585	137 585	
Charges constatées d'avance	63 244	63 244	
TOTAL	202 930	200 829	2 101

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Commentaire

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	293 758	293 758		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	92 226	92 226		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	155 726	155 726		
Impôts sur les bénéfices	49 370	49 370		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	83 043	83 043		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	202	202		
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	1 304 270	404 270	900 000	
Produits constatés d'avance	851 609	851 609		
TOTAL	2 830 205	1 930 205	900 000	

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Commentaire

Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	6 126 822	305 290			6 432 112
Report à nouveau	-389 483	389 483			
Excédent ou déficit de l'exercice	694 773	-649 773			341 820
Situation nette	6 432 112	45 000			6 773 932
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	87 803			12 700	75 103
Provisions réglementées					
TOTAL	6 519 915	45 000		12 700	6 849 035

Commentaire

Tableau de mouvements des subventions d'investissement

Nature des subventions	Affectation	Montant à l'origine	Report au résultat de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
GRAND SOLOGNE invest Montrieux	51 000	7 257	479	6 778
REGION - Projet Malzone	72 800	34 412	6 437	27 975
FEADER Projet Malzone	12 500	5 045	1 250	3 795
CD équipement Malzone	57 615	37 539	3 366	34 173
CD travaux Malzone	10 641	3 550	1 168	2 382
TOTAL	204 556	87 803	12 700	75 103

Etat des provisions et dépréciations

		Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex.		Montant à la fin de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées						
Provisions pour investissements						
Provisions relatives aux stocks						
Provisions relatives aux éléments d'actif						
Amortissements dérogatoires						
Autres provisions réglementées						
TOTAL I						
Provisions pour risques et charges						
- litiges						
- amendes et pénalités						
Provisions pour risques						
- pertes de change						
- risque d'emploi						
- autres						
Provisions pour charges sur legs ou donations						
Provisions pour pensions et obligations similaires		278 528	38 990	82 223		235 295
Provisions pour impôts						
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices						
Autres provisions pour risques et charges		427 696	263 585	427 696		263 585
TOTAL II		706 224	302 575	509 919		498 880
Provisions pour dépréciations						
- incorporelles						
- corporelles						
- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations						
- Titres mis en équivalence						
- Titres de participation						
- autres immobilisations financières						
Sur stocks et en-cours						
Sur comptes clients						
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées						
Sur créances reçues par legs ou donations						
Autres dépréciations						
Total III						
TOTAL GENERAL (I+II+III)		706 224	302 575	509 919		498 880
Dont dotations et reprises :						
- d'exploitation			302 575	509 919		
- financières						
- exceptionnelles						

Contributions volontaires en nature

	Répartition par nature de charge	30/06/2025	30/06/2024
		Débit	Débit
860 - Secours en nature (alimentaire, vestimentaires,...)			
TOTAL			
861 - Mise a disposition gratuite de biens (locaux, matériel,...)			
TOTAL			
862 - Prestation			
TOTAL			
864 - Personnel bénévole			
1 020 heures au taux moyen de 35€/heure		35 700	
1 246 heures au taux moyen de 30€/heure			37 380
TOTAL		35 700	37 380
TOTAL GENERAL		35 700	37 380
	Répartition par nature de ressources	30/06/2025	30/06/2024
		Crédit	Crédit
870 - Dons en nature			
TOTAL			
871 - Prestation en nature			
TOTAL			
875 - Bénévolat			
1 020 heures au taux moyen de 35€/heure		35 700	
1 246 heures au taux moyen de 30€/heure			37 380
TOTAL		35 700	37 380
TOTAL GENERAL		35 700	37 380

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	18	
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés	2	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
	TOTAL	
	20	

Commentaire

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 30/06/2025	Exercice clos le 30/06/2024
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	250 422	214 163
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	147 698	160 096
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	34 270	71 842
Instruments de trésorerie		
TOTAL	432 390	446 101

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 30/06/2025	Exercice clos le 30/06/2024
Créances clients, usagers et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	54 416	54 463
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités	80 867	30 839
TOTAL	135 283	85 302

Commentaire

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		30/06/2025	30/06/2024
Produits :	- D'exploitation	851 609	1 369 978
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		851 609	1 369 978

Commentaire

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		30/06/2025	30/06/2024
Charges :	- D'exploitation	63 244	103 648
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		63 244	103 648

Commentaire

Transferts de charges

Nature des transferts de charges	Montant
INDEMNITES ASSURANCES	2 560
REPRISES S/AV.EN NATURE	3 744
AUTRES TRANSFERT CGES EXP	14 890
TRANSF. DE CHARGES REPEULEMENTS	10 609
TRANSF. DE CHARGES COMPTAGES	12 674
TRANSF. DE CHARGES TAXES FONCIERES	943
TRANSF. DE CHARGES STAGES	1 297
TRANSF. DE CHARGES PETILLENTS	2 707
Total	49 422

Commentaire

Détail du résultat exceptionnel

Détail du résultat exceptionnel	Solde		Variation	
	30/06/2025	30/06/2024	Montant	%
Produits Exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 487.50	12 004.39	-8 516.89	-70.94
77130000 LIBERALITES RECUES		200.00	-200.00	-100.00
77170000 DEGREVEMENTS D'IMPOTS	53.00		53.00	-
77200000 PDUITS S/EXERC.ANTERIEURS	3 434.50	11 804.39	-8 369.89	-70.90
Produits exceptionnels sur opérations en capital	80 700.23	34 200.23	46 500.00	135.96
77500000 PRODUITS CES.ELTS D'ACTIF	68 000.00	21 500.00	46 500.00	216.28
77700000 SUBV.INVEST.VIREES RESULT	12 700.23	12 700.23		
Reprises sur provisions et transferts de charges				
TOTAL DES PRODUITS	84 187.73	46 204.62	37 983.11	82.21
Charges Exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	39 092.55	12 237.89	26 854.66	219.44
67120000 DDFIP PB PRELEVEMENT TAXE	35.00		35.00	-
67180000 AUT.CHG.EXCEP./OP.GESTION	310.27	12 020.89	-11 710.62	-97.42
67200000 CGES S/EXERC.ANTERIEURS	38 747.28	217.00	38 530.28	+1 000.00
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	6 341.29		6 341.29	-
67520000 VAL.COMPTA.IMMOB.CORP.CED	6 341.29		6 341.29	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
TOTAL DES CHARGES	45 433.84	12 237.89	33 195.95	271.26
RESULTAT EXCEPTIONNEL	38 753.89	33 966.73	4 787.16	14.09

Commentaire

Ventilation du résultat de l'exercice

Ventilation du résultat de l'exercice		Montant
SECTION ANALYTIQUE GESTION		227 688
SECTION ANALYTIQUE DEGATS		114 132
SECTION ANALYTIQUE ECOCONTRIBUTION		
Total		341 820

Commentaire



FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE LOIR ET CHER

**Siège social : 36, rue des Laudières
41353 VINEUIL**

SIRET : 775 358 849 00021 / APE : 8412 Z

*** * * * ***

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS 30/06/2025**

À l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Fédération, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à BLOIS, le 10 Avril 2026

Le Commissaire aux comptes

ORCOM-AUDIT

Vincent COCUELLE

Associé